

**MAINTENANCE SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE  
du Groupement hospitalier territorial ALLIANCE GIRONDE 33  
POUR LES ANNEES 2023-2027**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(C.C.T.P.) SPECIFIQUE AUX LOTS 01 et 02 pour le CHU de  
Bordeaux**

**Le pouvoir adjudicateur :**

Etablissement Public : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX  
12, rue Dubernat - 33404 TALENCE Cedex

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 : PERIMETRE D'INTERVENTION DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
1.1 : PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DES PRESTATIONS .....	3
1.2 : PERIMETRE TECHNIQUE DES PRESTATIONS.....	3
1.3 : PARTICULARITÉS OU COMPLÉMENTS APPORTÉS AU CCTP COMMUN.....	4
<b>ARTICLE 2 : EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
2.1 : GENERALITES .....	4
2.2 PERIMETRE ET DEFINITION DES PRESTATIONS .....	5
2.3 MAINTENANCE PREVENTIVE .....	5
2.2 : ACCES ET OCCUPATIONS SUR LES SITES .....	6
<b>ARTICLE 3 : ORGANISATION .....</b>	<b>12</b>
3.1 : MAINTENANCE PREVENTIVE .....	12
3.2 : MAINTENANCE CORRECTIVE .....	13
<b>ARTICLE 4 : RÉCAPITULATIF DES ANNEXES AU PRÉSENT DOCUMENT.....</b>	<b>14</b>

## **ARTICLE 1 : PERIMETRE D'INTERVENTION DU MARCHE**

### **1.1 : PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DES PRESTATIONS**

Le présent accord-cadre concerne l'établissement partie du CHU de Bordeaux comprenant les sites géographiques suivants :

- GROUPE HOSPITALIER PELLEGRIN comprenant l'*Hôpital Pellegrin, la Direction Générale et le Lactarium de MARMANDE (qui basculera au Groupe Hospitalier Sud après réception des travaux sur le site de Haut-Lévêque).*
- GROUPE HOSPITALIER SUD comprenant l'*Hôpital Haut-Lévêque, l'Hôpital Xavier ARNOZAN et le C.M.L.S. de LORMONT ( EHPAD), Lactarium (prévu en 2024, travaux en cours).*
- GROUPE HOSPITALIER SAINT-ANDRE comprenant l'*Hôpital Saint-André, le Centre Jean Abadie et l'Hôtel Saint-Marc.*

### **1.2 : PERIMETRE TECHNIQUE DES PRESTATIONS**

Les prestations comprises dans le présent accord-cadre concernent les prestations des lots 01 et 02 comprenant :

- Maintenance préventive & curative des systèmes de sécurité incendie DEF tel que défini aux articles 15 à 17 du CCTP commun ;
- Maintenance préventive & curative des systèmes de sécurité incendie SIEMES tel que défini aux articles 18 à 20 du CCTP commun ;

Le détail des équipements relevant du présent accord-cadre est détaillé à l'annexe 01 pour le lot 01 du CCTP spécifique :

- o Parc systèmes de sécurité incendie DEF CHU GH Saint André & Centre Jean Abadie ;
- o Parc systèmes de sécurité incendie DEF CHU GH Pellegrin & Direction Générale ;
- o Parc systèmes de sécurité incendie DEF CHU GH Sud.

Le détail des équipements relevant du présent marché est détaillé à l'annexe 08 pour le lot 02 du CCTP spécifique :

- o Parc systèmes de sécurité incendie SIEMENS CHU GH Saint André & Centre Jean Abadie ;
- o Parc systèmes de sécurité incendie SIEMENS CHU GH Pellegrin & Direction Générale ;
- o Parc systèmes de sécurité incendie SIEMENS CHU GH Sud.

### **1.3 : PARTICULARITÉS OU COMPLÉMENTS APPORTÉS AU CCTP COMMUN**

Conformément au CCTP commun, les visites systématiques ont pour objet la vérification des :

- Systèmes de sécurité incendie DEF ;
- Systèmes de sécurité incendie SIEMENS.

Au cours de ces visites, le titulaire vérifie le bon fonctionnement et le bon état de chacun des appareils de l'installation quelle que soit sa marque.

En complément des articles du CCTP commun traitant du remplacement à l'identique des détecteurs (article 15.1.3, article 18.1.3.), uniquement sur sollicitation de l'établissement, le titulaire pourra à être amené à prévoir le changement du parc des détecteurs jusqu'à 25 % et ce par Groupe Hospitalier chaque année d'exécution du présent accord-cadre.

En complément des articles du CCTP commun traitant de la maintenance préventive du désenfumage (article 15.1.8, article 18.1.8), le titulaire ne prendra pas en compte ces prestations dans le présent accord-cadre.

## **ARTICLE 2 : EXECUTION DU MARCHE**

### **2.1 : GENERALITES**

Le titulaire a pour mission d'assurer la conduite et la maintenance préventive et curative des sites du CHU de Bordeaux par des inspections périodiques et de prévenir ainsi toute anomalie ou baisse de qualité par rapport au niveau de maintenance défini dans le CCTP commun.

Le titulaire doit effectuer l'entretien dans un souci permanent de qualité de service, de maintien des performances, d'optimisation de fonctionnement, d'augmentation de la durée de vie des équipements et d'économie en fonction des objectifs et contraintes du site.

Le titulaire effectue donc sur les sites les visites de conduites systématiques et les traitements préventifs et correctifs nécessaires au fonctionnement correct des installations, validées dans le planning des prestations.

Le titulaire devra fournir toutes les pièces justificatives dans le cadre du plan de prévention qui sera conforme à la réglementation en vigueur.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis d'un tiers, qu'il soit du personnel du CHU de Bordeaux ou visiteur .

Le titulaire possède l'ensemble des moyens matériels nécessaires (outillage courant ou spécialisé,

etc.) à la bonne exécution de l'accord-cadre. Il emploie les techniques d'intervention appropriées pour limiter les durées d'intervention et la perturbation des activités du CHU de Bordeaux.

Faute de réalisation des visites programmées au titre de la conduite et de la maintenance préventive et corrective, le titulaire encourt les pénalités prévues au CCAP.

## **2.2 PERIMETRE ET DEFINITION DES PRESTATIONS**

Pour l'ensemble des installations, les prestations à assurer commencent aux bornes de raccordement de l'alimentation électrique des centrales, Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie et Système de Détection Incendie.

Elles se terminent aux bornes de raccordement des Dispositifs Actionnés de Sécurité, situées sur les équipements commandés par le système de mise en sécurité, comprenant la surveillance des lignes et le traitement de l'information de position.

Pour les installations d'extinction, les prestations à réaliser commencent aux bornes de raccordement de l'alimentation électrique des centrales de commande et aux vannes de raccordement de l'alimentation principale de l'installation.

Le pouvoir adjudicateur précise que toutes les installations, objet du présent accord-cadre, sont contrôlées à la mise en service et réputées conformes à la réglementation, à la notice de sécurité et à l'avis de la commission de sécurité.

Conformément au CCTP commun, le pouvoir adjudicateur conclut un accord-cadre de maintenance conformément aux dispositions de la norme NF S 61-933 pour les SSI et suivant la norme NF EN 14972-1 pour le système d'extinction des groupes électrogènes du Groupe Hospitalier Pellegrin.

## **2.3 MAINTENANCE PREVENTIVE**

A noter que la visite de maintenance préventive est organisée, autant que faire se peut, en concomitance à la visite assurée par l'organisme de contrôle agréé, chargé de la vérification périodique des équipements :

- Essais fonctionnels de chaque détecteur d'incendie (S.S.I. de catégorie A) et détecteur manuel (D.M.)
- Essais des clapets et volets
- Essais des dispositifs de commande (au sens de la norme NF S 61-938 en vigueur)
- Examen visuel direct de chaque D.A.S. y compris ceux qui disposent d'un contrôle de position et d'un réarmement à distance
- Essais de chaque fonction de mise en sécurité (automatique et manuelle) y compris essais sous coupure de l'alimentation électrique du SSI.
- Essais de fonctionnement de l'équipement d'alarme (E.A.)
- Vérification du fonctionnement de l'UAE et des libellés de l'UAE.
- Essais des installations d'extinction à brouillard d'eau

Dans le cadre de la maintenance préventive, lorsque le bâtiment possède des conduits collectifs de désenfumage, après une première détection incendie ayant mis en route le désenfumage, le titulaire devra s'assurer que l'interdiction de mise en route du désenfumage en automatique sur un autre niveau (supérieur ou inférieur) soit bien fonctionnel. Le titulaire devra réaliser 3 scénarios différents par bâtiment chaque année et ils devront être validés en amont avec le responsable sécurité incendie ou son représentant.

Le résultat devra être mentionné systématiquement dans chaque rapport d'intervention.

A l'issue des essais réalisés dans la maintenance préventive, le titulaire participera au réarmement notamment des D.A.S.

A noter que pour les batteries d'accumulateurs, le titulaire devra systématiquement identifier dans le rapport la batterie à changer. En général, le Maître d'Ouvrage effectuera le changement. Néanmoins, le titulaire devra changer la batterie sur demande du Maître d'Ouvrage via le bordereau de prix unitaire dans le cadre de la maintenance corrective.

## **2.2 : ACCES ET OCCUPATIONS SUR LES SITES**

### **2.2.1 Généralités**

Il est remis au titulaire contre récépissé, après validation par le CHU de Bordeaux la liste des personnes du Titulaire ayant accès au site, des clés et/ou badges permettant l'accès aux installations dont il assure la maintenance.

Le titulaire est responsable de l'utilisation des clés remises à son personnel et de leur garde. Ces clés sont restituées à tout moment sur simple demande du CHU et chaque utilisation doit être enregistrée sur un cahier au PCSI (Poste Central de Sécurité Incendie).

L'absence de restitution peut donner lieu à poursuites et à la résiliation de l'accord-cadre. Dans ce cas, il peut être demandé de remplacer toutes les serrures concernées à la charge du Titulaire. Toute copie de ces clés est interdite et peut donner lieu à poursuites et à la résiliation de l'accord-cadre.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CHU de Bordeaux toute perte de clé au responsable sécurité ou son représentant.

Aucun agent du Titulaire et de ses sous-traitants ne peut être admis s'il ne s'est pas présenté au poste de sécurité incendie ou aux personnes dûment désignées par le CHU de Bordeaux à la prise d'effet du accord-cadre.

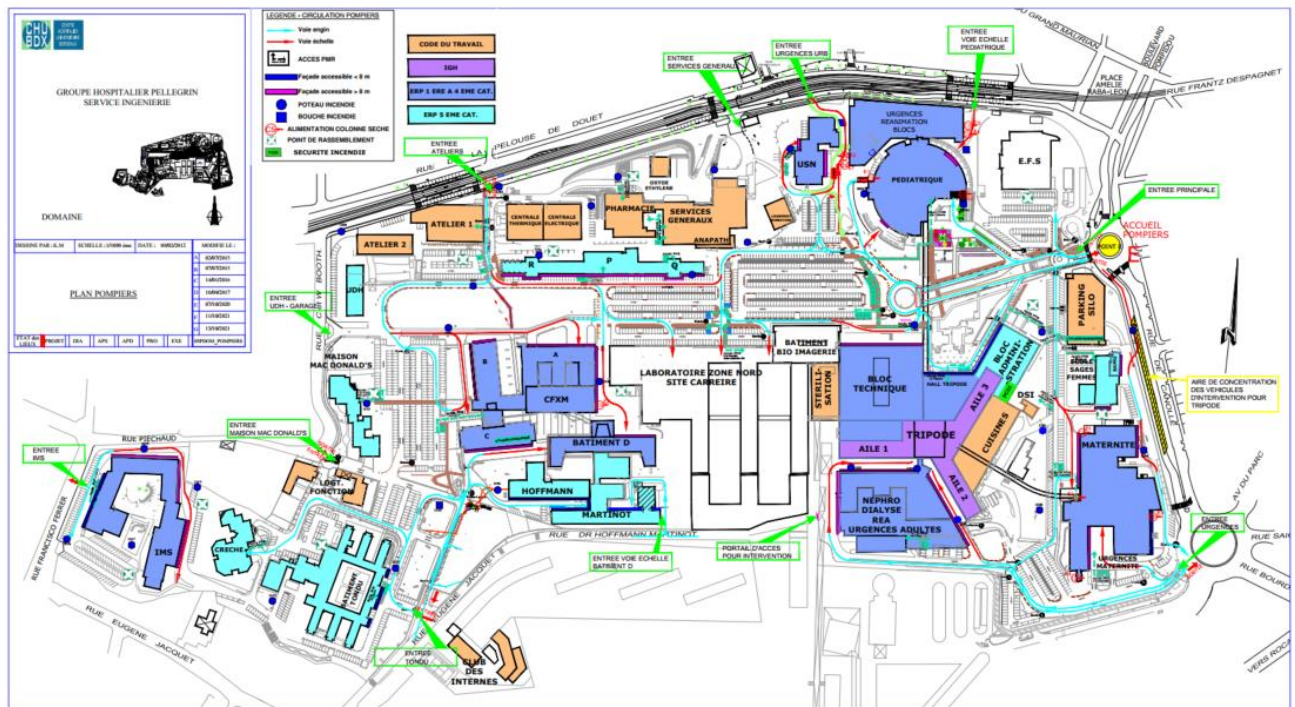
Le Titulaire s'assure du re-verrouillage des locaux après intervention et veille à éteindre l'éclairage des locaux y compris techniques et remet les clés au poste central de sécurité incendie.

Pour les blocs opératoires ou les zones considérées sensibles en matière d'hygiène, le titulaire s'engage à respecter le protocole qui lui sera demandé lors de ses interventions en accord avec le responsable de la sécurité incendie ou son représentant ainsi que les cadres de santé. Elles seront portées à la connaissance du titulaire au lancement des prestations.

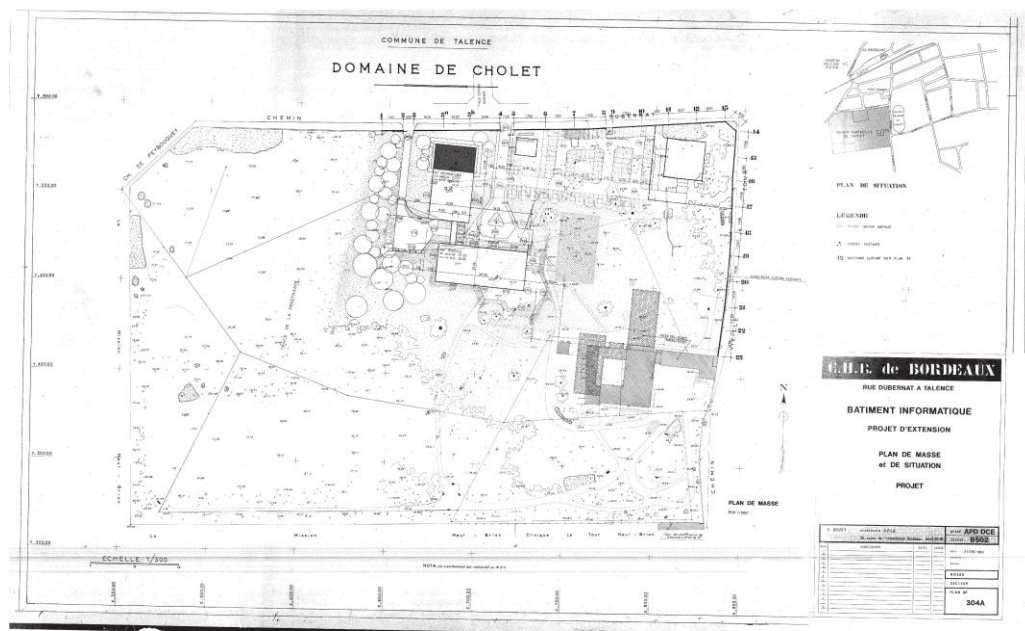


## 2.1.2 Présentations des sites.

- Groupe Hospitalier Pellegrin.



(Annexe 02 au présent CCTP)

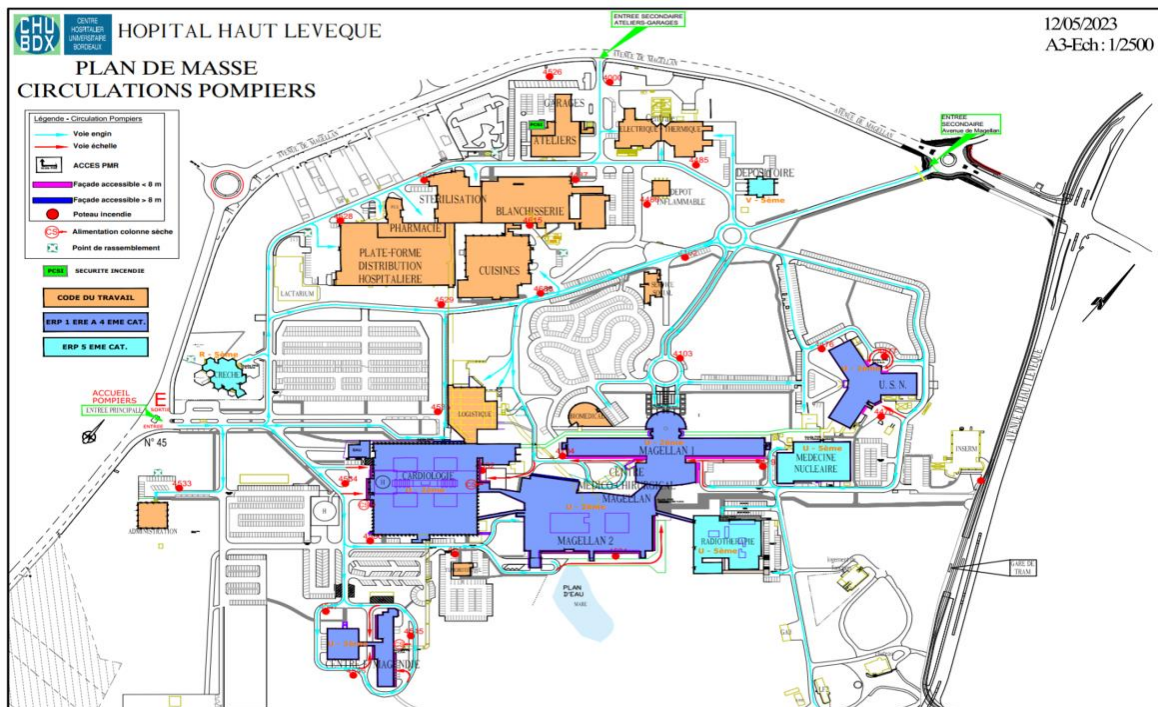


(Annexe 03 au présent CCTP)





(Annexe 04 au présent CCTP)



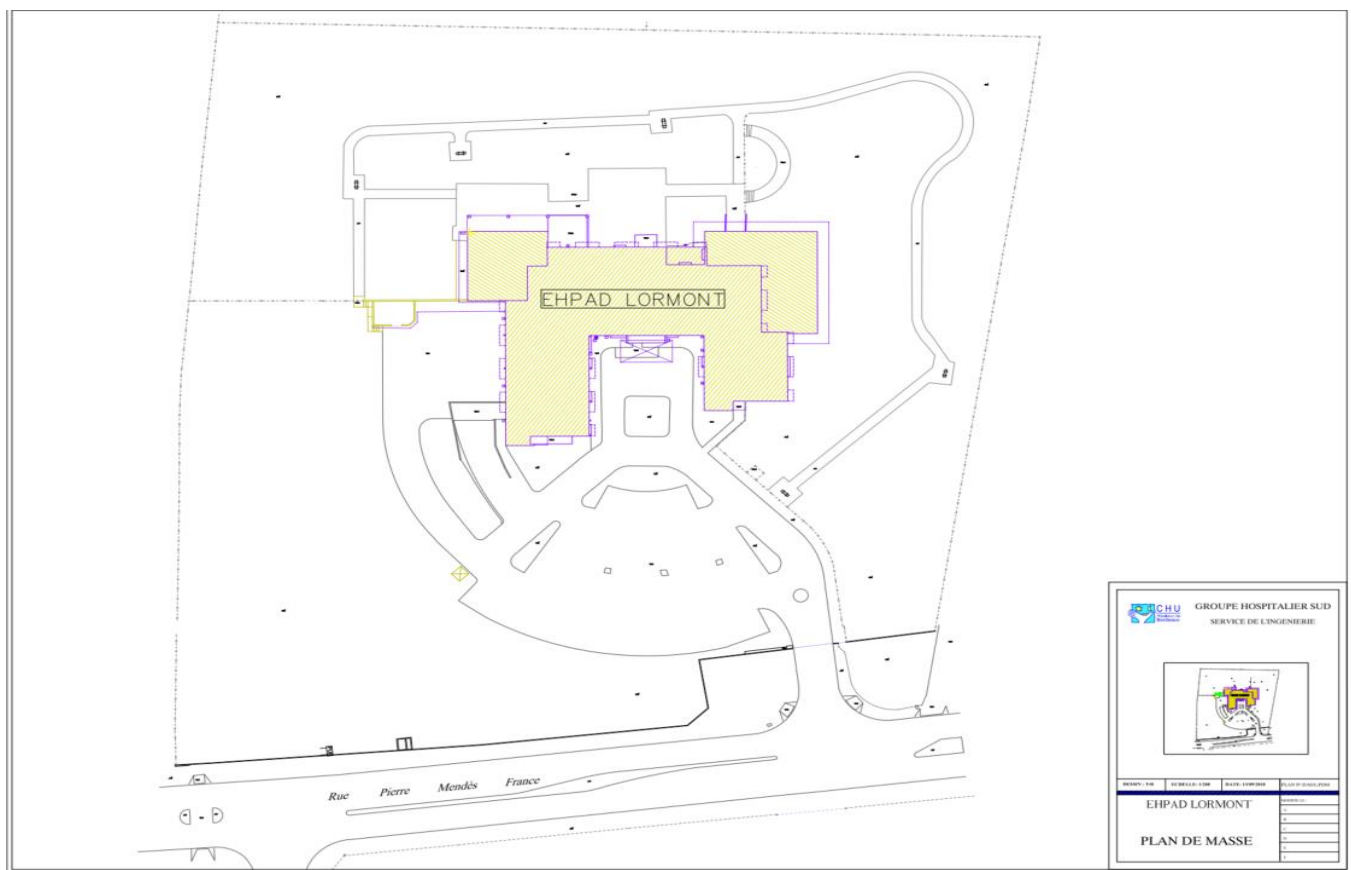
(Annexe 05 au présent CCTP)

L'établissement ne dispose pas de locaux à mettre à disposition du personnel des entreprises à usage de vestiaires, de réfectoire, de bureaux, de stockage de matériel.

Concernant les sanitaires, le personnel des entreprises pourra utiliser les WC publics du Groupe Hospitalier.

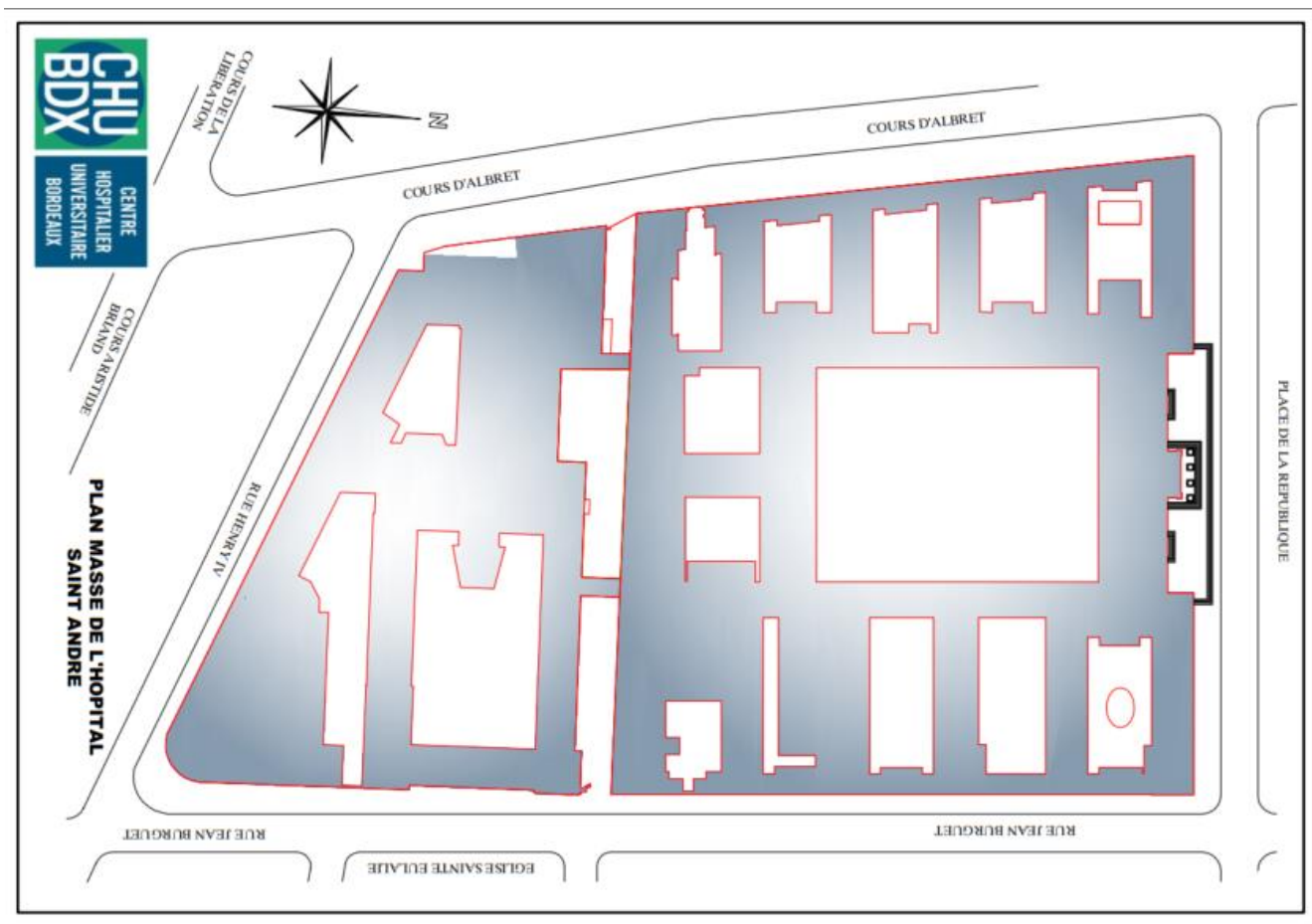
Le personnel devra laisser ces lieux en parfait état de propreté.

Le stationnement n'est pas payant.



(Annexe 06 au présent CCTP)

- Groupe Hospitalier Saint-André



(Annexe 07 au présent CCTP)



(Annexe 08 au présent CCTP)

L'établissement ne dispose pas de locaux à mettre à disposition du personnel des entreprises à usage de vestiaires, de réfectoire, de bureaux, de stockage de matériel.

Concernant les sanitaires, le personnel des entreprises pourra utiliser les WC publics du Groupe Hospitalier.

Le personnel devra laisser ces lieux en parfait état de propreté.

Le CHU de Bordeaux a confié, en délégation de service public, la gestion des parkings du site de Saint André. A charge du titulaire de se libérer, à ses frais, des droits d'accès sur le site pour ses véhicules.

## **ARTICLE 3 : ORGANISATION**

### **3.1 : MAINTENANCE PREVENTIVE**

Les opérations de maintenance préventive devront être exécutées selon les modalités suivantes :

#### **3.1.1 *Horaires***

Les dates et heures exactes des visites, ainsi que la plage horaire d'intervention seront fixées d'un commun accord avec le chef de sécurité incendie du Groupe Hospitalier concerné. La plage horaire s'étend de 8h00 à 17h00 tous les jours de la semaine.

À défaut de cet accord, le titulaire donne au chef de sécurité incendie du Groupe Hospitalier un préavis, pour chaque visite, d'au moins 8 jours.

Les visites systématiques peuvent être effectuées en même temps que les dépannages et réparations.

#### **3.1.2 *Information du responsable avant visite***

Le personnel du titulaire chargé des opérations de maintenance se présente au poste central de sécurité incendie du Groupe Hospitalier concerné.

#### **3.1.3 *Temps maximum d'indisponibilité – Durée des interventions***

La visite ne doit pas conduire à une indisponibilité du matériel ou de l'équipement supérieure à 8 h, sauf accord du service sécurité incendie. En revanche, elle ne pourra pas conduire à une indisponibilité du matériel ou de plusieurs équipements dans la même zone donnée.

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement. Pour rappel, la durée doit être précisée dans tous les rapports de l'entreprise avec l'heure d'arrivée et l'heure de départ.

## 3.2 : MAINTENANCE CORRECTIVE

### 3.1.4 *Horaires*

Les dates et heures exactes des visites, ainsi que la plage horaire d'intervention seront fixées d'un commun accord avec le chef de sécurité incendie du Groupe Hospitalier concerné. La plage horaire s'étend 365 jours par an et ce 24H/24.

À défaut de cet accord, le titulaire donne au chef de sécurité incendie du Groupe Hospitalier un préavis, pour chaque visite, d'au moins 8 jours.

Les visites systématiques peuvent être effectuées en même temps que les dépannages et réparations.

### 3.1.5 *Demandes d'intervention*

Il s'agit d'une part, de la remise en état des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation définie comme suit :

Elle se décompose en deux types d'intervention :

- ❖ Les opérations de maintenance palliative, ou dépannages, qui ont un caractère provisoire, et qui visent à réduire la durée d'arrêt des installations, en limitant les conséquences et les risques encourus,
- ❖ Les opérations de maintenance curative, ou réparations, qui ont un caractère définitif.

Toutes les demandes d'interventions devront être effectuées par le service Sécurité incendie, que ce soit en heures ouvrées ou non ouvrées.

### 3.1.6 *Information du responsable avant visite*

Le personnel du titulaire chargé des opérations de dépannage se présente au service sécurité dès son arrivée dans l'établissement.

### 3.1.7 *Modalités d'intervention d'urgence*

En cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux de l'un des éléments de l'installation dont il a la charge d'assurer la maintenance (UAE comprise), le titulaire devra intervenir sur simple appel téléphonique confirmé éventuellement par un mail émanant du poste central de sécurité incendie d'un des Groupes Hospitaliers du CHU de Bordeaux.

En conséquence, au préalable, le titulaire fournit au CHU de Bordeaux toutes les coordonnées nécessaires permettant d'accéder à son service dépannage 365 jours par an et ce 24H/24.

Dans le cadre de la maintenance corrective le titulaire devra intervenir dans le délai maximum de quatre heures (4) suivant l'appel du C.H.U. de Bordeaux (ensuite régularisé par un courriel

électronique, puis un bon de commande le cas échéant) et se présenter au service sécurité incendie de l'établissement concerné pour justifier de l'heure de début de l'intervention.

Le titulaire s'engage à remettre les installations ou/et les équipements en état de fonctionnement dans un délai de huit heures (8) à compter de son arrivée sur site. Le délai maximum de réparation à compter du déclenchement de la procédure est donc de 12 heures (hors cas de force majeure avéré, constaté par le service de sécurité incendie du Groupe Hospitalier concerné).

Ces délais d'intervention et de remise en état de fonctionnement des installations sont impératifs et ne peuvent supporter aucune variante.

Au cours de l'exécution du marché, si ces délais ne sont pas respectés, le titulaire se verra appliquer les pénalités telles que fixées à l'article 14 Pénalités du C.C.A.P.

Les dispositions ci-dessus sont applicables simultanément sur l'ensemble des équipements et installations objet du marché.

## **ARTICLE 4 : RÉCAPITULATIF DES ANNEXES AU PRÉSENT DOCUMENT**

- Annexe 01 : Liste des équipements relevant du présent marché du lot 01 ;
  - o Parc systèmes de sécurité incendie DEF CHU GH Saint André & Centre Jean Abadie ;
  - o Parc systèmes de sécurité incendie DEF CHU GH Pellegrin & Direction Générale ;
  - o Parc systèmes de sécurité incendie DEF CHU GH Sud.
- Annexe 02 : Plan de l'emprise de Pellegrin ;
- Annexe 03 : Plan de l'emprise de la Direction Générale.
- Annexe 04 : Plan de l'emprise de Xavier Arnozan ;
- Annexe 05 : Plan de l'emprise de Haut-Lévêque ;
- Annexe 06 : Plan de l'emprise de l'EHPAD de Lormont ;
- Annexe 07 : Plan de l'emprise de Saint-André ;
- Annexe 08 : Plan de l'emprise du Centre Jean Abadie ;
- Annexe 09 : Liste des équipements relevant du présent marché du lot 02 ;
  - o Parc systèmes de sécurité incendie SIEMENS CHU GH Saint André & Centre Jean Abadie ;
  - o Parc systèmes de sécurité incendie SIEMENS CHU GH Pellegrin & Direction Générale ;
  - o Parc systèmes de sécurité incendie SIEMENS CHU GH Sud.